De la vraie nature des régions périphériques du Québec

Jean-Jacques Simard

Volume 29, numéro 76, 1985

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/021701ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/021701ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département de géographie de l'Université Laval

ISSN

0007-9766 (imprimé)

1708-8968 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce document

Simard, J.-J. (1985). De la vraie nature des régions périphériques du Québec. *Cahiers de géographie du Québec*, 29(76), 131–135.
<https://doi.org/10.7202/021701ar>

DE LA VRAIE NATURE DES RÉGIONS PÉRIPHÉRIQUES AU QUÉBEC *

par

Jean-Jacques SIMARD

*Département de sociologie
Université Laval, Québec, G1K 7P4*

« Si tu veux être bien reçu dans les milieux qui se mêlent de développement dans l'Est du Québec, me disait un jeune chercheur, passe par Clermont Dugas : il est très connecté au "monde", et très respecté par le "monde" ». En contexte universitaire, pareille remarque est vue comme un hommage. À s'en fier au titre que nous présentent les Presses de l'Université du Québec, Dugas le mérite effectivement. Interrogé sur son ouvrage à l'occasion d'une rencontre fortuite, il confiera l'avoir écrit en pensant d'abord aux publics des régions mêmes, qui échangent peu entre eux et ignorent trop souvent les traits *communs* de leur condition « périphérique ». Cette complicité confère au livre des qualités particulières de sincérité, de clarté et de simplicité ; elle est en même temps, pourrait-on suggérer, à l'origine de ses défaillances. La généralisation s'y confond parfois aux généralités ; une lecture facile, aux facilités ; la conviction, aux critiques épidermiques. Et pour offrir une couverture extensive, descriptive, factuelle, pragmatique, concrète, « ancrée dans le réel », comme on dit, on s'épargne l'effort d'un minimum de rigueur et de cohérence théoriques, au risque de poser des jugements contradictoires, et de se complaire dans les évidences et les perspicacités conventionnelles. Lançons tout de suite le pot — les fleurs viendront après.

Dès l'ouverture, on se trouve mal à l'aise. Les régions périphériques seraient « pourvoyeuses de ressources pour le Québec urbain » (p. XI). Sans doute, mais le fer de la Côte-Nord, le papier de l'Abitibi ou du Lac-Saint-Jean, le poisson de la Gaspésie et l'amiante de Purtunik aboutissent-ils vraiment à Montréal et Québec — ou bien à Pittsburgh, New York, Lisbonne et Düsseldorf ? Ressources humaines alors ? Mais si la population du « Québec urbain » est largement constituée d'émigrants des régions, par quel mépris de soi arriverait-il qu'elles soient « perçues par le Québec urbain comme des éléments conservateurs, à la remorque d'un progrès auquel ils ont de la difficulté à s'adapter » (p. XIV) ? Issu du Saguenay-Lac-Saint-Jean, je n'ai jamais senti cette « perception », et j'ignore aussi où Dugas a trouvé les « urbains » qui voient, en 1984, les régions « comme des espaces où une culture fossilisée devrait garantir la survie des traditions folkloriques » (p. XIV). Le folklore de la Noranda Mines, de l'Alcan et de l'U.Q.U.A.R. ? Ou s'agit-il plutôt des lampes-à-pépère-et-mémère-en-chaise-berçante de Saint-Jean Port-Joli ? M'est avis que le « Québec urbain » y tient moins qu'avant, et préfère largement, par exemple, la modernité du centre culturel de Percé, ou la belle sculpture de Raymond Mitchell devant le palais de Justice de Rouyn, qui

n'ont rien du fossile. Il faudrait également parler aux Montréalais, angoissés par la régionalisation croissante de leur ancienne « métropole du Canada », de ces « victimes d'un développement inégal qui différencie le territoire québécois en favorisant surtout les grands centres urbains » (p. XV).

On soupçonne, derrière ce qu'il faut bien appeler ces clichés, une propension à la « victimisation » des populations dont on se veut complice ou porte-parole, laquelle sévit aussi bien chez les universitaires que chez les politiciens ou les syndicalistes dont la légitimité cherche à s'appuyer sur un créneau quelconque du marché en expansion « c'est-la-faute-des-autres-qui-devraient-se-sentir-coupables-et-nous-écouter ». Exercer, comme ça, ce que Georges Lavau eut appelé une « fonction tribunicienne », trouve sans doute, en temps et lieu, son utilité. Mais la « victimisation » s'enferme dans un cercle vicieux, puisqu'elle confine les victimes à le rester, en laissant entendre qu'elles n'ont jamais été, ne sont jamais, et ne seront jamais, malgré toutes les concessions des « centres » ou des « puissants », *responsables* de ce qui leur arrive. Tenez : depuis cinq ou six ans, le discours régionaliste n'en a plus que pour l'initiative locale et le développement « endogène », « communautaire », « autogestionnaire », « décentralisé », etc. Eh bien, Dugas — sans avoir nécessairement tort, mais il ne nous fournit guère de critères pour distinguer le « tort » de la « raison » — y voit un autre élément de « l'arsenal technocratique » (p. 175). Pas question d'insister sur le fait que ce discours est d'abord issu du « monde » des régions. Non, non, il s'agit de programmes où les « centres » se complaisent à flouer les périphéries en excusant « la non-intervention de l'État » et en encourageant le « laisser-faire » au bénéfice des « régions urbaines » dotées d'avantages relatifs :

« ... leurs effets demeurent à la mesure des multiples contraintes qui s'exercent sur les régions. Ils s'appliquent sur des espaces fortement différenciés en entretenant des inégalités. Sans changement dans les pratiques administratives, sans transformation structurelle, sans modification des politiques de développement, l'incitation au dynamisme et à la prise en main va demeurer un leitmotiv creux tout juste propre à maintenir l'écart entre régions » (p. 232).

Quelles « multiples contraintes » ? Comment ça « fortement différenciés » ? Quelles « pratiques administratives » faut-il changer ? Quelles « structures », quelles « politiques » transformer, et comment ? « Leitmotiv creux » ? Creux pour creux, voilà une phrase dont il est difficile de dire qu'elle soit tout à fait pleine. Je n'ose poser la question : se pourrait-il que la solidarité pousse les intellectuels engagés à se montrer aussi irresponsables dans leurs critiques que les victimes le sont devant leur sort ?

Assez chicané. Cet ouvrage eut pu s'intituler : « Tout ce que vous vouliez savoir sur les régions périphériques du Québec et que vous n'osiez demander ». Dugas en sait long, et ne déçoit pas. La contradiction à cet avantage de toujours offrir une face admirable où puiser de quoi vous consoler des grimaces de l'autre. Et la face admirable que l'auteur nous présente est beaucoup plus riche que la face à verrues.

Le livre se divise en trois parties. La première essaie de fixer l'image typique des régions périphériques. (Le triangle Sherbrooke-Montréal-Trois-Rivières-Québec une fois clos, tout le Québec est périphérique). Il n'y fait pas chaud ; les gens sont loin de tout, et les uns des autres ; ces espaces ne sont pas vraiment intégrés, ils ne tiennent ensemble que sous un regard externe ; chroniquement fragile, leur situation économique évolue, mais les dynamismes à l'œuvre n'ont rien d'étourdissant.

Dans la seconde tranche, l'auteur examine, région par région (elles sont cinq mais chacune a ses traits et se compose de plusieurs sous-ensembles méritant attention),

les efforts tentés pour y inciter délibérément le développement depuis la fin des années cinquante: tout bien mesuré, signale fort sereinement Dugas, nous en sommes environ à trois millimètres du point de départ (Victimisation, encore, car, comme l'auteur lui-même prend le temps de le démontrer, on vit mieux qu'on vivait, en région comme en métropole. Mais j'ai promis de ne plus chialer; et, de fait, l'élévation générale des statistiques n'a guère changé les proportions relatives centres/périphéries).

La dernière partie se demande, en un mot, pourquoi? Dugas fustige le mythe du développement planifié — de façon moins joyeusement cinglante que Bureau ne vient de le faire dans son bouquin anti-utopiste, mais avec une densité empirique encore plus convaincante. Il rappelle, en mettant les points sur les *i*, que les jeux d'intérêt et les agréments du pouvoir pèsent plus lourd que le chagrin, la bonté, la solidarité et la raison lorsqu'il s'agit de faire, selon la naïve expression consacrée, «des choix de société», y compris de société «régionale». Il survole trop confortablement (ce «trop» est de trop!), certaines «contraintes majeures au développement» avant de dessouffler fort efficacement (ce «fort» est trop fort), les baudruches idéologiques auxquelles s'accrochent encore actuellement les naufragés du périphérisme militant: l'écolo-lalère, la prise-en-main-de-ses-propres-handicaps, et surtout, englobant l'un et l'autre, l'*Esprit* communo-coopéro-concerto-régiono, lequel, comme le Saint-Esprit, a plus de feu aux langues qu'au derrière. Une bibliographie de six pages et un bref index viennent clore le volume; c'est assez pour que ce manuel soit aussi utile aux régionaux qu'aux étudiants de baccalauréat, lesquels n'en finiront plus — je parie — de le citer, tandis que leurs professeurs de géographie se mordront les doigts de ne pas l'avoir écrit avant Dugas.

Globalement, le livre intéresse et se lit bien. Avis à l'éditeur: il sera difficile, désormais, de parler des régions québécoises sans citer la synthèse de Clermont Dugas. Mais les «décisionnaires» n'offriront pas cet ouvrage en cadeau aux experts et visiteurs invités en vertu des programmes franco-québécois. C'est qu'il n'est pas gai et qu'il raconte lucidement, sans prétention, l'histoire d'un échec collectif majeur, d'envergure historique et nationale (Dugas perd son temps à centrer la culpabilité, mais fournit toutes les données qui en prouvent l'œcuménisme social, culturel et politique).

Que disait en 1927 Esdras Minville à propos de la Gaspésie, déjà? «Un pays sinon encore mourant, du moins très largement atteint» (cité p. 70). Ces contrées d'éternelle agonie respirent toujours, mais leur souffle sifflant de phtysique s'entend désormais de toutes les directions, depuis Montréal ou Québec. En 1987, cela fera soixante toises que, dans les termes de Dugas, on «diagnostique toujours les mêmes malaises» et qu'on a «tendance à vouloir y appliquer les mêmes remèdes»: une manière de concertation, de nombreuses études statistiques, un peu de chambre de commerce et un peu de coopératives, tant pour les routes et Radio-Québec, x millions en subvention et des investissements publics, plus un cri: «mobilisons la base ressources/population!».

Depuis vingt ans, quand ce n'est pas la tordeuse de l'épinette qui s'attaque aux bourgeons des ressources, c'est Manic, la Baie James ou la Métropole qui tordent les bourgeons de la population. Dans les régions, l'histoire se bouche: plus de terre à faire, plus d'usines à construire, plus d'espaces à conquérir, plus de familles à établir. Ces pays, ouverts à la fin du siècle dernier ou au début de celui-ci, n'ont pas «pris» — comme on dit d'une mayonnaise qu'elle ne «prend pas» — encore que ce soit exagéré

puisque les régions refusent de disparaître (sauf la Côte-Nord, vraiment trop artificiellement branchée sur les aciéries américaines et d'ailleurs mise en valeur beaucoup plus tard, au milieu des années 1950).

Depuis les mêmes vingt ans (ce qui n'est pas un hasard) « des résidents de (...) ces régions ont entrepris une lutte farouche pour s'arracher de leurs difficultés (...) » (p. XVII). Selon Dugas « les principaux bénéficiaires de toute cette effervescence » sont « extérieurs au territoire (tandis que) à côté d'eux, des leaders locaux (...) épuisent leur force dans des luttes qu'il faut sans cesse recommencer » (*idem*). Effets des structures d'inégal développement ? Pour une part, certainement. Mais le drain des vitalités régionales n'a pas que des ressorts externes, puisqu'il ne manque pas d'entrepreneurs, de chercheurs, de politiciens et de technocrates authentiquement régionaux pour se graisser au passage des mêmes effervescences et profiter des canalisations de la dépendance pour se faire un chemin ; les agents du développement régional, c'est hélas bien connu, s'occupent souvent plus de développer les agents que les régions. Et quand ça marche, ils en sortent : les apôtres du BAEQ deviennent présidents de l'Hydro, les professeurs de Rimouski aboutissent dans les centres universitaires métropolitains, et les maires de Saint-Félicien achètent Québécois. La région sert de réservoir, de clientèle, de cheval de Troie idéologique, de point d'appui pour mieux sauter, d'enjeu : on dirait que nul ne s'y tient jamais pour vraiment compromis, et nul ne s'en veut authentiquement responsable. Sauf — ce serait bien le comble — dans les centres, où les régions offrent un problème intéressant, ou encore, la mémoire du « Temps d'une Paix » contre la Grand'Ville agonique.

Car Dugas désille les regards attendris qui attendent des porte-étendards régionaux le prochain avatar du dominé-en-lutte. Qui *pense région*, sur place ? 1) Des coalitions *ad hoc* constituées « pour amener dans leur région des (...) investissements » ; 2) des cliques appartenant à certaines villes perçues de l'extérieur comme des capitales régionales (ce qu'elles ne sont pas vraiment), et qui enluminent de régionalisme les intérêts « chauvins » (...) de leur localité, quand il ne s'agit tout simplement pas de leurs intérêts personnels » ; 3) des « membres des structures publiques, parapubliques et populaires », si peu « représentatifs » de quelque base régionale que ce soit qu'ils « consacrent autant de temps, sinon plus, à la survie même de la structure qu'à la promotion des intérêts pour lesquels elle a été créée » (p. 39).

Pourquoi les gens collés aux périphéries ne se fâchent-ils pas ? Les promesses assouviennent les espoirs, les projets-éteignoirs (à la Gros-Cacouna) soufflent les feux de l'impatience, les mensonges des personnages publics s'enrobert dans un vocabulaire technique qui confond toutes les ignorances et les études s'empilent par-dessus les études pour amortir les morsures qui restent (p. 186 sq). En définitive, dira l'auteur :

« Tous en viennent à parler du développement régional comme on parle de la nécessité d'améliorer le sort des pauvres et des nécessiteux. Pendant ce temps, les inégalités entre classes sociales et entre régions se maintiennent ou s'accroissent » (p. 165).

Il fallait que ces amers bilans soient enfin couchés en noir sur blanc. Clermont Dugas y a mis toute son expertise, qui est fort grande, mais plus encore, tout son cœur, qui n'est pas petit.

NOTE

* Ce texte a été proposé aux *Cahiers* à titre de compte rendu du livre suivant : DUGAS, Clermont (1983) *Les régions périphériques. Défi au développement du Québec*. Montréal, Presses de l'Université du Québec, 253p. Le titre est de la rédaction.

(acceptation définitive en novembre 1984).